



FEDERATION SYNDICALE des activités
postales et de télécommunications
25/27 rue des Envierges 75020 PARIS
Tél 01 44 62 12 00
Fax 01 44 62 12 34

Communiqué

Formidable encouragement pour la mobilisation contre la privatisation de La Poste !

Nicolas Sarkozy vient d'annoncer la création d'une commission, composée notamment de parlementaires d'élus locaux et de syndicalistes, devant examiner les conditions d'une privatisation de Poste. Cette initiative est loin de répondre aux exigences du moment. Elle sonne comme une manœuvre dilatoire à la veille d'une conférence de presse qui annoncera officiellement la création d'un comité national de mobilisation contre la privatisation de La Poste, pour l'organisation d'un débat public et un référendum sur l'avenir du service public postal. Nous connaissons trop bien les ersatz de concertation pilotés par le gouvernement (voir le débat sur l'énergie il y a quelques années, la commission de concertation sur l'avenir du service public de l'audiovisuel et le débat actuel sur l'eau. On ne peut pas dire que les usagers sont très sollicités pour y participer. Et c'est un euphémisme), pour accorder une once de crédibilité à l'initiative présidentielle.

Toutefois, la réaction de Nicolas Sarkozy montre que le gouvernement n'est pas sûr de son fait : les appels à la mobilisation ne sont pas sans effet !

Pour la fédération Sud-PTT, l'initiative de Mr Sarkozy doit engendrer une dynamique à la grève des postiers du 23 septembre et un élan à l'action du comité national de mobilisation contre la privatisation, pour un débat public et un référendum sur le service public postal.

Le 17 septembre 2008